

Consultations pré-budgétaires 2025 – Recommandations du CIJA

À propos du CIJA

Le CIJA est l'agence de représentation de la communauté juive institutionnelle québécoise et plus largement, des Fédérations juives du Canada. Le CIJA est un organisme non partisan et sans but lucratif qui a pour mission de protéger la vie juive au Québec et au Canada par un travail de sensibilisation. Nous représentons notamment des milliers de Québécois juifs affiliés à la Fédération CJA.

Contexte

Les recommandations que vous lirez dans le présent mémoire suivront le standard que nous avons établi lors des nombreuses consultations pré-budgétaires auxquelles nous avons participé dans les dernières années, les solutions que nous mettrons de l'avant auront été pensées afin d'être bénéfiques à la société québécoise dans son ensemble. En effet, nous sommes aussi conscients du contexte budgétaire actuel et de la nécessité et l'intention marquée du gouvernement de revenir rapidement à l'équilibre budgétaire. C'est pourquoi, en plus de recommander que le Gouvernement du Québec alloue des fonds afin de combattre différents enjeux présents dans notre société, nous avons aussi identifié des avenues d'économies potentielles.

Sécurité publique

Mise en contexte

Tout comme dans le reste du monde occidental, le Québec et particulièrement Montréal subit une vague d'antisémitisme sans précédent récent. Notre communauté a eu à se réveiller plusieurs fois en apprenant qu'une de nos écoles avaient été la cible de coups de feu ou qu'une de nos synagogues et centres communautaires avait été attaquées par des cocktail molotov. C'est sans compter les nombreuses menaces anonymes avec lesquelles nous devons composer. Ces faits anecdotiques se retrouvent confirmés dans les chiffres publics suivants :

- Entre le 7 octobre 2023 et le 11 décembre 2024 (dernière date pour laquelle les chiffres sont disponibles), le SPVM a recensé 237 crimes et incidents haineux envers la communauté juive sur son territoire.
- Dans les 12 mois suivants le 7 octobre, 76 crimes haineux contre la personne ont visé la communauté juive sur le territoire desservi par le SPVM.
- Au cours de cette même période, 46 crimes haineux contre la propriété visant des institutions de la communauté juive ont été répertoriés.

Cette situation a amené le SPVM à devoir assurer une plus grande visibilité autour des institutions de la communauté juive. Évidemment ce plan de visibilité est extrêmement coûteux en ressources humaines et financières pour le SPVM et n'est pas possible à maintenir sur le long terme.

Recommandations

- Augmentation du budget des corps de police
 - Le SPVM a à faire face à des manifestations haineuses chaque semaine et son budget devrait être augmenté ou à tout le moins épargné par les coupures.
 - Une portion du budget alloué au SPVM devrait être réservé au Module des Incidents et Crimes Haineux (MICH). Le MICH doit traiter toujours plus de dossiers chaque année mais ses ressources humaines sont toujours les mêmes qu'à sa création il y a presque 10 ans.
- Mise en place d'une subvention pouvant aider les communautés à fournir de la formation pour le personnel responsable de la sécurité devant les écoles et les synagogues.
 - Malgré la visibilité renforcée du SPVM, beaucoup d'institutions de notre communauté dépendent de leur personnel de sécurité, qu'ils soient professionnels ou bénévoles.
 - Notre communauté a mis en place un réseau de bénévoles en sécurité communautaire (RSC) qui travaille de concert avec le SPVM. Les bénévoles du RSC sont formés par des professionnels en sécurité et aident à surveiller les écoles et institutions de notre communauté. Il convient de noter que c'est un bénévole du RSC qui a découvert les impacts de balles et les douilles lorsque l'École Talmud Torah a été la cible de coups de feu en novembre 2023.
 - Nous proposons la création d'un fond d'un million pour aider les institutions communautaires à risque à former des bénévoles pouvant assister au niveau de la sécurité.
- Mise en place d'une aide ponctuelle d'urgence pour la communauté juive
 - Nous avons eu à dépenser plus que n'importe quelle communauté dans l'histoire du Québec pour assurer la sécurité de nos écoles et centres communautaires depuis le 7 octobre.
 - Nous demandons la mise en place d'une aide ponctuelle d'urgence d'un montant de 1 million \$ pour pallier en partie à l'explosion des coûts en sécurité à laquelle notre communauté a eu à faire face.
 - Nous recommandons au Gouvernement du Québec de modéliser cette aide sur celles accordées aux camps d'été lors de la pandémie de COVID-19. Cette aide avait été accordée à l'Association des camps du Québec qui avait ensuite eu la tâche de la répartir parmi les différents camps. Dans notre scénario, le Gouvernement pourrait utiliser la Fédération CJA, qui est le centre philanthropique de la communauté juive institutionnelle, pour s'occuper de répartir le rôle aux différentes institutions de notre communauté.

Pauvreté et développement social

Mise en contexte

De nombreux organismes apportent leur soutien aux personnes les plus vulnérables de notre communauté. Parmi eux, on retrouve Ometz, la Maison Cummings, l'Auberge Shalom et le Projet Genesis. Bien que ces organisations répondent aux besoins de citoyens de divers horizons, elles sont les seules à posséder les connaissances et la sensibilité nécessaires pour répondre spécifiquement aux besoins de la communauté.

juive. Ces organismes, comme des centaines d'autres à travers la province, dépendent grandement de financements provenant de programmes tels que le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) ainsi que de ceux facilitant l'accès au logement.

Recommandations

Nous recommandons que les programmes que PSOC ou ceux qui favorisent l'accès au logement pour les plus démunis soient exemptés des coupures à venir

Éducation publique

Mise en contexte

Tel qu'énoncé précédemment, le Québec traverse actuellement une crise d'antisémitisme qui frappe aussi de plein fouet le reste du monde occidental. La lutte contre ce fléau doit faire partie de la stratégie gouvernementale pour s'assurer que les valeurs québécoises sont respectées dans tout le réseau public.

Le CIJA a travaillé avec la Fondation pour l'Étude des Génocides et le ministère de l'Éducation à la production de guides sur trois génocides (l'Holocauste, le génocide arménien et le génocide rwandais) qui sont maintenant disponibles pour tous les éducateurs de la province en format PDF.

Recommandations

Nous recommandons l'allocation d'un budget au ministère de l'Éducation pour procéder à l'impression de ces guides et les fournir aux enseignants du cours *Monde Contemporain* ainsi que *Culture et citoyenneté Québécoise*.

Possibles avenues d'économies – Ne pas financer la haine

Mise en contexte

Dans un contexte budgétaire serré, le gouvernement doit également rester vigilant face aux ONG financées par des fonds publics qui organisent des activités expressions d'antisémitisme sont fréquentes et tolérées. De tels exemples nous sont malheureusement parvenus du côté d'Ottawa lorsque nous avons appris que Patrimoine Canada finançait une organisation ouvertement antisémite dans le cadre de programmes de lutte contre le racisme.

Du côté du Québec, plusieurs exemples de tels agissements par certaines ONG existent mais certains sont plus préoccupants que d'autres. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) est soutenue financièrement par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF) depuis plusieurs années. Selon les chiffres disponibles pour les dernières années, on parle de contributions de 601 867 \$ en 2021, 639 955 \$ en 2022¹, 645 748 en 2023² et 637 381\$ en 2024³.

Plusieurs actions de cette organisation sont troublantes étant donné la radicalisation politique croissante de l'AQOCI et de ses membres.

¹ https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2022/06/AQOCI-RA-21-22- IMP_double.pdf

² https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2024/05/Rapport_Annuel_AQOCI_2023-2024.pdf

³ https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2024/05/Rapport_Annuel_AQOCI_2023-2024.pdf

Entre autres, en juin 2017, les membres ont unanimement décidé que l'AQOCI devait appuyer la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), campagne dont l'objectif avoué est le démantèlement de l'État d'Israël.⁴ Critiquer Israël n'est pas antisémite par contre tel qu'expliqué dans les exemples qui accompagne la définition de l'IHRA (adoptée par le Gouvernement du Québec en juin 2021), le « refus du droit à l'autodétermination des Juifs, en affirmant par exemple que l'existence de l'État d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste » ainsi que « l'établissement de comparaisons entre la politique israélienne contemporaine et celle des Nazis », deux idées que le mouvement BDS promeut régulièrement, sont des formes contemporaines d'antisémitisme. L'AQOCI est officiellement « membre et allié » de BDS Québec⁵.

Et depuis le 7 octobre 2023, force est de constater que cette situation perdure :

L'AQOCI affiche fièrement en septembre 2024 qu'elle fait partie d'une coalition qui inclue *le Palestinian Youth Movement* (PYM)⁶. PYM glorifie régulièrement des meurtriers et terroristes violents sur ses médias sociaux, y compris des individus appartenant à au moins quatre entités terroristes inscrites sur la liste canadienne (à savoir le Hamas, le Jihad islamique palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et la Brigade des martyrs d'AlAqsa). Le PYM publie régulièrement sur ses réseaux sociaux des messages en soutien aux actions terroristes et encourage les sentiments antisionistes (donc contre le droit à l'autodétermination du peuple Juif). Le groupe PYM a par exemple en octobre 2023, à la suite de l'attaque brutale du Hamas le 7 octobre, a tweeté : « LORSQUE DES PERSONNES SONT OCCUPÉES, LA RÉSISTANCE EST JUSTIFIÉE » (notre traduction)⁷. Autre exemple, le PYM a aussi glorifié Yahya Sinwar, le chef du Hamas à l'origine du massacre du 7 octobre⁸.

Recommandations

Nous recommandons au Gouvernement du Québec de mettre fin au financement de l'AQOSI. Tant que l'AQOSI continue à être lié à des groupes radicaux, il est impensable que l'argent public serve à financer cette organisation affichant de plus en plus son soutien à des mouvements antisémites, comme le mouvement BDS et en s'associant avec des groupes violent au moment où les Québécois se font demander de se serrer la ceinture.

Le ministère des Finances ainsi que le Conseil du Trésor devrait aussi, dans leurs efforts de réductions des dépenses, entreprendre une révision des subventions accordées à certaines ONG pour s'assurer de ne pas financer de groupes haineux par inadvertance. Un tel effort assurera au Gouvernement du Québec de ne jamais subir l'humiliation qu'a reçu le gouvernement fédéral lorsque celui-ci a financé un groupe pour des formations sur la lutte contre le racisme alors que le fondateur de ce groupe avait fièrement déclaré son intention sur les réseaux sociaux de tuer des juifs. Nous sommes certains qu'il existe de nombreuses autres organisations ne s'étant jamais allié à des éléments radicaux et effectuant du bon travail à l'international qui sont plus à même de recevoir le type de financement que reçoit l'AQOSI.

Nous recommandons aussi au Gouvernement de mettre fin au financement du Centre de Prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV). Cette organisation a été fortement financée par le Gouvernement du Québec au cours des dernières années et n'a pas été active face à la montée de la radicalisation dans les rues de Montréal au cours des 16 derniers mois. Si une telle organisation ne peut

⁴ <https://aqoci.qc.ca/appui-de-l-aqoci-a-la-campagne-bds/>

⁵ https://www.bds-quebec.org/?page_id=283

⁶ <https://aqoci.qc.ca/une-large-coalition-manifeste-pour-demander-un-embargo-complet-et-reel-sur-la-vente-darmes-de-fabrication-quebecoise-a-israel/>

⁷ <https://x.com/palyouthmvmt/status/1712212111080792094>

⁸ https://www.instagram.com/p/DBRgVXHx7gi/?hl=en&img_index=1

être utile et active dans ce genre de moments, les Québécois ne devraient pas avoir à continuer à la financer.

Éducation privée

Mise en contexte

- Les écoles de la communauté juive institutionnelle du Québec sont des institutions scolaires accomplies et reconnues au Québec, étant bien établies depuis plus d'un siècle.
- Appliquant le curriculum établi par le ministère de l'Éducation, ces écoles offrent une riche combinaison de programmes d'études uniques.
- Les écoles juives du Québec permettent aux jeunes d'accéder à la culture qu'ils vivent en tant que citoyen québécois et à la culture qui les fonde dans leur identité juive (90% des élèves poursuivent leurs études au niveau universitaire). Ces écoles sont essentielles à la vitalité de la communauté juive du Québec.
- Aucune portion de l'aide gouvernementales aux écoles privées n'est utilisée pour de l'enseignement culturel ou religieux. La totalité de l'aide sert à couvrir une portion des frais pour enseigner le curriculum du ministère de l'Éducation du Québec.
- Nous sommes fiers que l'excellence des écoles de notre communauté soit reconnue par de nombreuses personnalités politiques. Par exemple le Premier ministre déclarait en avril 2022 : *Je l'ai souvent dit, je rêve d'avoir les taux de diplomation des écoles juives du Québec. C'est extraordinaire, la valorisation de l'éducation. Ce sont des modèles, les membres de la communauté juive.*

Recommandations

Nous recommandons au Gouvernement du Québec de maintenir le financement des écoles privées subventionnées.